

du concours international d'administration des affaires de l'Université Dalhousie qui aura désormais lieu chaque année. Les vainqueurs sont invités à Ottawa pour recevoir leur prix et pour participer à une journée d'information sur des questions d'administration internationale présentée par des responsables du Ministère. Les premiers gagnants, qui formaient une équipe, appartenaient à l'École d'administration de l'Université McGill.

SYSTÈMES D'INFORMATION COMMERCIALE ET RÉSEAU MONDIAL D'INFORMATION SUR LES EXPORTATIONS (WIN)

Le répertoire informatique WIN est la principale source de renseignements dont disposent les missions commerciales canadiennes à l'étranger. Il contient des renseignements sur une trentaine de milliers d'entreprises canadiennes exportatrices ou désireuses d'exporter leurs produits.

Plus de mille utilisateurs consultent régulièrement le répertoire des exportateurs canadiens du réseau WIN, qui est le plus moderne du monde et dont la mise à jour est effectuée chaque mois aux différents endroits où il est implanté.

Le Système de planification et de suivi fait appel aux ordinateurs du Réseau mondial d'information sur les exportations pour fournir aux missions leurs plans annuels (plans opérationnels des missions) et préparer des rapports trimestriels de suivi. Les renseignements relatifs au marché des exportations, qui ont été recueillis en temps opportun, sont utilisés au cours des consultations de nature commerciale menées entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Ils permettent également de conseiller les exportateurs et de prendre des décisions quant à l'affectation des ressources.

La Direction a fini la mise au point du Système de gestion des activités liées au commerce extérieur (TAMS), qui fonctionne maintenant. Ce système permet d'obtenir des renseignements sur les finances et les programmes de toutes les activités liées au commerce extérieur ou présentant un intérêt pour AECEC, tant au Canada que dans le reste du monde. La version 1.0 du TAMS est à présent en service à l'administration centrale où sont reçues chaque jour les données fournies par le système financier du Ministère. Avec le TAMS, les agents de projets et la haute direction disposent d'un outil administratif unique.

DIRECTION DES SERVICES DES TRANSACTIONS D'AFFAIRES ET DES TRANSPORTS

La Direction des services des transactions d'affaires et des transports a participé à six séries de négociations bilatérales sur l'aviation civile. Suite à ces négociations, on a conclu ou élargi quatre accords bilatéraux avec la Jordanie, la France, la Nouvelle-Zélande et la Bulgarie. En outre, plusieurs conventions aériennes déjà négociées ont été signées avec la Finlande, le Venezuela, le Chili et l'Arabie saoudite. Des consultations ont également eu lieu avec la Communauté européenne (CE), la France et les Pays-Bas au sujet de l'évolution de la politique commune de la CE en matière d'aviation, et des consultations préliminaires se sont déroulées avec les États-Unis en vue d'entamer des négociations sur la mise en place d'un régime plus libéral pour les transports aériens entre les deux pays.

Une mission composée de spécialistes des transports s'est rendue dans cinq pays méditerranéens afin de promouvoir les services maritimes, ferroviaires, portuaires et des services connexes, et de favoriser la création de nouveaux services de distribution pour les exportateurs.

On a publié une étude de profil, *Airborne Trade on the North Atlantic*, qui donne aux exportateurs les renseignements les plus récents sur les capacités et les itinéraires des transporteurs aériens et sur les dernières tendances relevées dans ce secteur. Une brochure intitulée *Arrimage sécuritaire* précise les méthodes à employer pour arrimer correctement un chargement, pour s'assurer que l'acheteur est satisfait et pour réduire au minimum les déclarations pour dommages.

La Direction a également préparé et publié *Le commerce de compensation en Union soviétique : les stratégies possibles et Choix et utilisation des représentants et des distributeurs étrangers*. Par ailleurs, 120 personnes ont assisté, dans les provinces de l'Atlantique, à un colloque donné par une maison de commerce.

Le service d'échange de données informatisées (EDI) a notamment continué de travailler à la définition, pour les messages, des normes du système EDIFACT (de l'ONU) et d'apporter son soutien au secteur privé canadien intéressé par ce système.